

La Catalogne retient son souffle

INDÉPENDANCE La coalition « Ensemble pour le Oui » figure en tête des sondages

► Dimanche, lors d'élections régionales anticipées, les Catalans choisiront bien plus qu'un nouveau gouvernement.
► Ils répondront à l'appel d'Artur Mas, le dirigeant de la Communauté Autonome, pour la création d'un Etat indépendant.

REPORTAGE

BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

La rue semble s'être prononcée. La marée humaine qui scandait son désir d'indépendance le 11 septembre dernier, jour de l'ouverture de la campagne, a déserté les avenues de la capitale catalane. Mais l'heure approche et les drapeaux indépendantistes, qui flottent en nombre sur presque chaque édifice, rappellent l'échéance à qui lève la tête. Alors la rue attend patiemment, pendant que la dernière bataille se livre sur papier.

« Est-ce une révolution ? », interrogeait *El Pais* ce mardi. Andreu n'y croit pas. « Les choses ne se feront pas du jour au lendemain », confie-t-il depuis son siège de métro. La cinquantaine bien tassée, chemise bleue rayée et chaussures cirées, il votera en faveur de l'indépendance ce dimanche. « Parce que l'Etat espagnol ne tient pas compte de l'identité catalane ». Lui qui avoue se sentir « très peu » espagnol n'a pourtant pas l'âme d'un indépendantiste. Ce qu'Andreu constate comme beaucoup d'autres, c'est que quel que soit le gouvernement de Moncloa, « cet état de fait ne changera pas ».

C'est aussi l'avis d'Adria. « On a tenté d'ouvrir le dialogue, mais on s'est retrouvé face à un mur », estime cet étudiant en

économie. « Il y a quatre ans, je ne me considérais pas comme indépendantiste », intervient un camarade. Trois autres hochent la tête. Tous expliquent qu'un Etat fédéral leur aurait amplement suffi. Car l'enjeu principal est clairement économique : « Le gouvernement national empoche nos impôts mais n'investit rien en Catalogne ».

L'exemple sur toutes les lèvres, ce sont les autoroutes. « On paye pour des kilomètres de trois voies désertes autour de Madrid, quand la Catalogne n'a droit à rien depuis des lustres », s'insurgent-ils. Le sentiment d'injustice gronde et la sécession semble aujourd'hui la seule issue possible pour bon nombre de Catalans. A tel point que la question de l'indépendance a gommé les frontières politiques. « On verra ensuite qui l'on veut au pouvoir », admet le groupe.

Sous la bannière d'« Ensemble pour le Oui », le centre gauche, les chrétiens-démocrates et diverses associations citoyennes ont fait pacte avec Convergència, le parti d'Artur Mas, dont la politique d'austérité n'est pourtant pas du goût de tous. C'est sur ce tableau que joue la CUP, l'autre force indépendantiste. « Le 27 nous gagnerons, le 28 nous proclamerons l'indépendance et le 29 nous la défendrons où il faudra », déclarait dimanche son leader Antonio Baños devant un auditoire comble. Ils auront la voix de Lluís, qui leur fait confiance pour « bousculer » un gouvernement et un régime monarchique « avec lequel il faut en finir ».

Consciente que la coalition en tête des sondages dépendra de ses voix pour obtenir la majorité absolue, la CUP a donc promis que le gouvernement issu des élections ne serait que provisoire, jusqu'à l'obtention d'un véritable consensus. Et d'ajouter que « les Pays Catalans seront la tombe de la Troïka ». Si le parti de gauche radical se lave

les mains d'une sortie de l'Union européenne, l'Eurodéputé indépendantiste et libéral Ramon Tremosa tente de rassurer. « Lundi nous continuerons tous d'être Espagnols. Personne ne sera exclu de nulle part jusqu'à ce que l'Espagne reconnaisse l'indépendance et que le programme de transition n'ait abouti », a-t-il expliqué ce mardi devant une poignée d'étudiants de l'Université de Barcelone.

Assise à ses côtés, Elvira Duran mise sur la colère des désillusionnés. « Les possibilités de changer l'Espagne sont minimes. Mais celles de changer la Catalogne existent ».

Si le drapeau indépendantiste n'a rien d'un bâillon, l'écho de la voix des fidèles à l'Espagne se fait discret

Née à Valence, elle fait partie ces castillanophones d'origine qui défendent le droit à l'autodétermination des Catalans. Gemma, elle, est Catalane depuis toujours et retraitée depuis longtemps. « Je suis sûre qu'avec le temps nous pourrions nous en sortir très bien tous seuls », raconte-t-elle. Mais ce jour-là elle ne le verra pas, et pour l'instant ce qui la préoccupe c'est la peur de voir les banques s'effondrer. Avec ses 800 euros mensuels de pension, elle ne s'en sortirait pas. Alors pour dimanche, elle ne sait pas.

Si le drapeau indépendantiste n'a rien d'un bâillon, l'écho de la voix des fidèles à l'Espagne se fait discret. Rien d'étonnant pour Isabel qui dénonce la « propagande » d'une partie des indépendantistes. « Ici, personne ne va te tuer si ton opinion diffère, comme a pu le faire ETA dans le Pays Basque. Mais selon l'environnement, tu ne peux pas toujours parler librement », confie-t-elle. Si le gouvernement espagnol a bien des torts à ses yeux, celui de Cata-

logne « *ferait mieux d'investir dans le secteur de la santé que de financer des pseudo-ambassades ralliées à sa cause* ». Elle n'en doute pas, les Catalans verront leur niveau de vie chuter en cas d'indépendance, malgré les

« *promesses mensongères* » de la Generalitat.

Alberto, trente-deux ans et arrivé de Galicie il y a peu, comprend ces « *indépendantistes de toujours* ». Mais c'est avec un peu d'amertume qu'il perçoit « *la mode sécessionniste* » des

dernières années, « *basée sur des questions économiques* ». Que chaque région participe en fonction de ses ressources lui paraît naturel.

Les voix des indécis pourraient faire la différence. ■

PAOLA SCHNEIDER

viabilité Un pari économique risqué ?

MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Plutôt Danemark ou plutôt Grèce ? A quelques jours du scrutin régional – ce sera dimanche – qui pourrait donner la majorité absolue aux indépendantistes, le futur de la Catalogne se dessine différemment selon qu'on soit partisan ou adversaire de la sécession. Le président du gouvernement catalan Artur Mas, un des principaux artisans de la coalition indépendantiste « Ensemble pour le Oui », n'a pas d'inquiétudes quant aux retombées économiques d'une séparation de la région du reste de l'Espagne. Début septembre, Artur Mas et plusieurs responsables de la candidature sécessionniste ont présenté une « Etude sur la viabilité économique du nouvel Etat », dans laquelle ils considèrent qu'une séparation « *négo-ciée* » avec Madrid serait « *bénéfrique pour les deux parties*. » « *La Catalogne indépendante deviendra la douzième économie de l'UE, avec un PIB par habitant similaire à la Finlande ou le Danemark* », détaille le rapport, qui assure également que la dette « *catalane* » serait créditée d'un A+ par les agences de notation, quand celle de l'Espagne est actuellement BBB. L'indépendance permettrait en plus à la

Catalogne, toujours selon ce document, « *d'augmenter ses exportations vers l'Espagne et les autres pays européens*. »

Cette vision optimiste des indépendantistes – pour qui la séparation permettrait aussi une

réduction du chômage, du taux actuel en Catalogne de 19,7 % de la population active aux alentours de 10 % – est loin de faire l'unanimité. « *Ce rapport n'avance pas de chiffres fiables, critique Angel de la Fuente, économiste de FEDEA, la Fondation d'études de l'économie appliquée. C'est une question de foi. C'est difficile de défendre les effets positifs de l'indépendance en matière économique à partir du moment où la Catalogne peut se retrouver hors de la zone euro.* » Le

futur d'un état catalan indépendant au sein de l'Union Européenne – et donc au sein de la monnaie unique – est considéré comme le point clé par tous les acteurs économiques. « *Si le nouvel état sort de l'euro, que se passera-t-il ?*, s'interroge Angel de la Fuente. *50 % des exportations de la Catalogne vont vers l'Espagne, 25 % vers les pays européens. Comment gérer ces échanges si les Catalans n'ont plus la même monnaie, si leurs voisins rétablissent des droits de douane ?* »

20 % du PIB espagnol

Pour les indépendantistes, malgré les avertissements répétés de la Commission Européenne, il n'y a aucun doute, l'UE ne se passera pas des 7,5 millions de Catalans, qui pèsent près de 20 % du PIB espagnol : « *Nous ne resterons pas un millième de seconde hors de l'Union Européenne* », assure Oriol Amat, un des candidats de la liste « Ensemble pour le Oui. » Le son de cloche est bien différent chez

d'autres acteurs économiques, qui s'inquiètent ouvertement des conséquences d'une possible sécession. Luis Maria Linde, président de la Banque d'Espagne a expliqué en fin de semaine dernière que « *la sortie de l'euro est*

automatique » en cas de sécession d'un territoire, ce qui signifie aussi que « *les entités bancaires de ce territoire cessent d'avoir accès aux facilités de la BCE.* » Une situation qui selon Linde pourrait entraîner « *un contrôle des capitaux, comme en Grèce récemment.* »

Les banques espagnoles se sont d'ailleurs alliées pour une déclaration inédite pour mettre en garde « *les risques pour la stabilité financière* » que générerait la sécession catalane. La principale organisation patronale espagnole, la CEOE, et celle des petites et moyennes entreprises, la CEPYME, ont également averti des « *graves conséquences pour l'économie, les entreprises et le bien-être des citoyens* » qui résulteraient « *en Catalogne et en Espagne* » d'une déclaration d'indépendance. Les grands syndicats espagnols ont eux aussi montré en début de semaine leur opposition au processus qui pourrait être engagé en cas de victoire des séparatistes. « *Les coûts seront élevés, c'est évident* », insiste Angel de la Fuente, qui soulève aussi la question du futur des multinationales dont le siège est installé en Catalogne : « *Resteront-elles si la région n'est plus dans la zone euro ?* » ■

GUILLAUME BONTOUX

FOOTBALL**Le « Clasico »
Real-Barça menacé
par
l'indépendance ?**

Dimanche 22 novembre, le Real Madrid reçoit le FC Barcelone dans la capitale espagnole pour le compte de la 12^e journée de Liga. Ce « Clasico », le 230^e affrontement entre les deux équipes, sera-t-il un des derniers de l'histoire ? Pour les autorités sportives en Espagne, cela ne fait aucun doute si la Catalogne proclame son indépendance comme le souhaitent les sécessionnistes, qui promettent la création d'un état « en dix-huit mois » en cas de

majorité absolue ce dimanche.

« Les clubs catalans ne pourraient pas jouer en Liga », a expliqué ce dimanche le président de la Ligue Professionnelle de Football (LFP) Javier Tebas, car « l'actuelle Loi sur le Sport ne le permet pas. » Cette législation établit que « le seul pays autorisé à participer aux compétitions nationales [espagnoles, NDLR] est Andorre », souligne Tebas. Pour intégrer les équipes d'un hypothétique état catalan, il faudrait donc une – toute aussi hypothétique – modification de la loi.

Au-delà du « Clasico », c'est le futur de l'en-

semble du sport et des sportifs catalans qui suscite des interrogations, car l'interdiction de disputer les compétitions domestiques ne s'appliquerait pas seulement au football mais aussi au handball, au volley ou au basket... Récent vainqueur avec l'Espagne du championnat d'Europe de basket dont il a été la grande star, le catalan Pau Gasol n'a pas souhaité s'exprimer sur une possible sécession, pour que ses paroles « ne soient pas instrumentalisées. » Comme lui, beaucoup de sportifs catalans préfèrent botter en touche avant les élections de dimanche.

G.BX